



# Résolution politique

**CN 18/ 19 janvier 2025**

- I. Une brutalisation des relations internationales
  - A. Quand il n'y a plus de gauche, il n'y a plus de limite à droite
  - B. L'impérialisme étatsunien à l'offensive contre l'Europe
  - C. L'atlantisme est une menace mortelle
  - D. « Rules based order\* » contre le droit international
  - E. Recomposition de l'ordre post-colonial
- II. Dégager Macron et construire l'alternative sociale et politique
  - A. Le bloc bourgeois est dans une impasse réactionnaire et autoritaire
  - B. Quelles voies pour une politique de rupture ?
  - C. La campagne Hold-Up / Rendez-nous l'argent
- III. Eléments de réflexion
  - A. Sur les enjeux constitutionnels
  - B. COP 29 / négociations de Busan : bas les masques !

Le CN de septembre a caractérisé la période actuelle comme celle d'une "radicalisation de la vie politique". Elle se confirme et s'accélère sur tous les plans, évidemment interdépendants, de la géopolitique aux positions partisanes en passant par les rapports de production.

Nous devons prendre la mesure exacte d'un dédagisme généralisé sans précédent. En 2024, tous les partis au pouvoir dans un pays développé qui se sont présentés à une élection ont reculé. C'est sans précédent depuis un siècle ! Il n'y a donc aucune exagération à parler de moment historique.

Dans une situation qui est en dernière analyse celle d'un affrontement de classes, cela entraîne un affranchissement généralisé par les dominant-es des règles, usages et conventions nationales et internationales. S'ensuit aussi la banalisation des thématiques de l'extrême droite dans le débat public, comme celle des pratiques autoritaires. Bien sûr, moment historique ne signifie pas évolution linéaire, car les éléments de rebond du système sont importants.

La crise politique et de régime en France, aiguë et sans précédent sous la Ve République, n'est donc pas un accident isolé. Face aux analyses sommaires et aux consensus plus ou moins subtilement imposés, notre tâche est de travailler à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une orientation politique claire, à la fois sur les questions immédiates et sur les enjeux fondamentaux. Ce texte contiendra ces développements ainsi qu'une partie « éléments de réflexion ».

## I. Une brutalisation des relations internationales

La situation en France peut moins que jamais s'évaluer sans la lier au contexte international. En particulier, que signifient vraiment la victoire de Trump ou la décision de la Cour pénale internationale (CPI), et pourquoi les risques géopolitiques s'aggravent-ils ?

### A. Quand il n'y a plus de gauche, il n'y a plus de limite à droite

Que le futur président des États-Unis porte une orientation autoritaire et raciste, homophobe et pire qu'antiféministe est une évidence. Il en va de même du caractère provocateur de ses nominations ministérielles, avec un aspect inquiétant lorsque des personnalités problématiques (Musk, Kennedy) sont investies. Trump se positionne dans la lignée du colonialiste et raciste président Jackson, très connu aux États-Unis (1767-1845). Les campagnes de dénigrement et de harcèlement lancées par Musk sur son réseau social se modèlent directement sur le pré-fascisme de McCarthy.

Mais il faut aller plus loin : d'abord, la victoire de Trump est avant tout la défaite d'une candidature du parti Démocrate où la différence avec les propositions du parti Républicain en matière économique et sociale était marginale.

L'absence d'une alternative radicale crédible, avec les appels de Bernie Sanders et Democratic Socialists of America (DSA) au vote Harris, a laissé le champ libre à cette orientation désastreuse. Les 8 millions de voix perdues par les Démocrates coexistent avec les votes pro-avortement et la flambée de lutte des classes que représentent notamment les trois grèves véritablement historiques des salarié-es de l'automobile et partiellement victorieuses des dockers, des salarié-es de Boeing [1] ainsi que la création du tout premier syndicat chez Amazon. Ensuite, la victoire de Trump témoigne de l'adaptabilité du capitalisme nord-américain. L'alignement immédiat des milliardaires de la haute technologie, en dépit de leurs violentes rivalités internes et d'une tradition « libérale » (au sens socio-politique anglo-saxon, une sorte d'équivalent étatsunien de « centre gauche », avec une forte dimension sociétale) est directement lié à la nécessité de soutenir la bulle spéculative extrême qui domine la finance et la vie économique aux États-Unis. L'ère de la "post-vérité" qu'ils aident à installer est une offensive culturelle qui a une influence mondiale. L'élection de Trump est une nouvelle pierre dans la construction d'une nouvelle internationale fasciste qui va de Milei à Meloni en passant par Erdogan, Le Pen et l'Alternative für Deutschland (AfD). Cette nouvelle internationale fasciste naissante, qui dispose de puissants relais médiatiques avec les réseaux sociaux de Musk ou les médias de Bolloré, constitue une menace pour la paix et les démocraties.

## **B. L'impérialisme étatsunien à l'offensive contre l'Europe**

Il y a une parfaite continuité entre Biden et Trump sur la radicalité de l'impérialisme étatsunien. Dans le contexte de l'exacerbation de la concurrence mondiale, une violente offensive économico-politique contre l'Europe est en cours [2]. Les tarifs douaniers projetés par Trump complètent le plan de subvention massif (IRA – Inflation Reduction Act) lancé par Biden.

Une crise sociale majeure est à l'ordre du jour en Europe, avec des premiers symptômes d'un véritable effondrement de l'économie capitaliste européenne. Le premier pays touché est l'Allemagne, qui avait jusqu'ici conservé une base industrielle importante, mais l'effet est déjà sensible en France aussi. Seuls les complexes militaro-industriels (413 Milliards d'€ pour la Loi de Programmation Militaire pluriannuelle 2024-2030 en France) échappent à cette catastrophe annoncée, mais l'augmentation générale des budgets militaires amplifie encore les conditions de la crise sociale (à peu près 300 000 suppressions d'emploi actuellement en France selon les données de la CGT).

Celle-ci est évidemment la source immédiate des crises politiques en France et en Allemagne. Face à cela, l'Union européenne, servilement alignée sur les États-Unis dans une politique économique anti-chinoise, capitule franchement lorsque von der Leyen appelle à « acheter américain ».

La perpétuation effrénée du néolibéralisme dans l'Union européenne, organisée par une Commission qui nous impose depuis des décennies ses politiques austéritaires, est la cause première du désarroi de peuples en perte de repères. Celles-ci activent de fait la perméabilité aux voix d'extrême-droite qui, à l'instar de "l'Alternative pour l'Allemagne" (AfD) n'hésitent plus à durcir leur discours xénophobe durant leurs campagnes, en désignant les habituels boucs émissaires : les immigré-es travailleur·euses comme réfugié-es. La nouvelle figure de proue de l'AfD, Alice Weidel, est allée jusqu'à programmer, lors de leur dernier Congrès de la mi-janvier, une « re-migration » si elle accède à la chancellerie fin février.

Le seul recours positif est d'engager d'urgence des politiques de rupture avec ce capitalisme prédateur et destructeur des liens sociaux autant que de l'environnement naturel, qui attise les rivalités nationalistes et xénophobes et prépare soigneusement les esprits à la guerre.

### **C. L'atlantisme est une menace mortelle**

Dans ses derniers jours de présidence, Biden a franchi un pas vers la guerre nucléaire, en autorisant l'Ukraine à effectuer des frappes en profondeur sur le territoire russe des missiles longue-portée que les nord-américains ont fournis. L'escalade est dans la logique d'une situation où les soldats ukrainiens désertent en masse, l'invasion russe progresse de plus en plus vite, et le soutien militaire des États-Unis peut disparaître rapidement. Les premiers éléments de cette escalade se situent déjà à un très haut niveau et le risque d'engrenage vers des dangers sans nom se rapproche.

Dans ce moment de tension, l'Union européenne radicalise sa position belliqueuse, en créant une commission des armées ou en nommant au poste de haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères l'extrémiste Kaja Kallas, qui s'est prononcée publiquement pour le démantèlement de la Russie !

Face à l'ignominie des États-Unis qui réclament la conscription des Ukrainiens à partir de 18 ans, et à la politique de provocation de l'UE au service des marchands de canons, plus que jamais nous devons tenir la ligne du non-alignement et participer à toutes les initiatives pour l'arrêt immédiat d'un massacre insensé.

## **D. « Rules based order\* » contre le droit international**

Les institutions internationales qui composent l'ONU sont traversées par une crise. Le droit international, bafoué de fait depuis des dizaines d'années en Palestine, est ouvertement défié par l'État d'Israël avec le soutien sans faille des États-Unis. La décision de la CPI du 21 novembre 2024 est sans précédent contre des responsables politiques du Nord global. Elle qualifie de tentative génocidaire la guerre en cours à Gaza, qui a connu le bombardement le plus intense d'une population civile depuis la seconde guerre mondiale. Au-delà du compte effroyable des morts, c'est l'extermination d'un peuple par la faim et la maladie qui est en cours.

La décision de la CPI ouvre des voies nouvelles à l'action et renforce la conscience de sa nécessité, au premier chef l'arrêt des ventes d'armes et la rupture des accords de coopération, qui deviennent passibles de complicité. Mais le Gouvernement français, sous l'impulsion de Macron, a choisi de trahir les engagements internationaux de la France et de poursuivre sa politique de soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Sa position, comme celle d'autres États du Nord global, constitue une attaque majeure contre les fondements même d'un ordre international pacifique.

Un cessez-le-feu tardif et précaire est entré en vigueur. Outre le fait que les mois de bombardements, massifs et indiscriminés, ainsi que les privations auront encore longtemps des effets délétères, seule la pression internationale pourra éviter la reprise des attaques israéliennes. Plus que jamais, nous devons agir pour le respect du droit international et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Le harcèlement juridique est un outil essentiel des régimes autoritaires. Plus que jamais, en France, nous devons défendre celles et ceux qu'une législation inacceptable permet de poursuivre pour leur soutien au peuple palestinien au prétexte d'apologie du terrorisme.

## **E. Recomposition de l'ordre post-colonial**

Que ce soit en Afrique sub-saharienne ou dans le monde arabe, l'ordre post-colonial se relève. Une tendance qui apparait chez de nombreux dirigeants du monde et notamment par le biais du mépris du président français Emmanuel Macron envers les pays africains. Au Moyen-Orient, les États-nations, en particulier l'Irak, le Liban, le Yémen et la Syrie, ont été découpés artificiellement suivant les lignes coloniales anciennes. Ces états vivent depuis longtemps un éclatement de fait où les impérialismes nord-américains et européens jouent un « grand jeu » décomposé, dans lequel interviennent aussi les puissances régionales. Impérialismes et puissances régionales s'appuient sur, voire suscitent, des milices djihadistes et des groupes paramilitaires. Tournant le dos à une vraie volonté de co-développement respectant

la souveraineté des pays africains, l'impérialisme français subit de nombreuses déconvenues en Afrique.

En Syrie, la polarisation de l'Iran et de la Russie sur d'autres fronts a conduit à l'effondrement du pouvoir décomposé de Bachar El-Assad. La fin d'un régime sanglant ne se maintenant que par une guerre civile sans merci est évidemment une bouffée d'espoir pour les Syriens. L'urgence est que le peuple syrien puisse être souverain par le moyen d'élections libres et démocratiques, sans ingérence extérieure. Comme à Gaza, Israël a pourtant choisi le chaos par une stratégie de destruction et de conquêtes militaires indiquant une volonté de vassalisation complète de la Syrie, et au-delà de la région.

Les chances d'une évolution heureuse sont minces mais l'espoir réside au Nord de la Syrie dans le point d'appui que représente l'expérience du Rojava, basée sur le confédéralisme démocratique kurde, féministe et laïque. Elle permet depuis dix ans, dans des circonstances très difficiles, à toutes les ethnies et communautés de vivre ensemble. Cet exemple à suivre pour la Syrie et pour le Proche-Orient est menacé par les milices pro-turques et Erdogan lui-même.

## **II. Dégager Macron et construire l'alternative sociale et politique**

### **A. Le bloc bourgeois est dans une impasse réactionnaire et autoritaire**

La crise politique française procède ultimement du moment particulier de la crise du capitalisme mondial et de ses conséquences sociales. La vague montante des plans de licenciement, délocalisations et faillites qui touchent l'ensemble de la population, alors que les profits et les dividendes ont explosé, met à mal ce qui pouvait rester de la crédibilité de Macron dans l'opinion publique. Le déni de démocratie est l'autre composante de cette crise. Il a commencé avec le refus de confier le Gouvernement au NFP, puis les « sans précédent » dans la vie parlementaire se sont succédé, de l'obstruction du bloc gouvernemental pour bloquer l'abrogation de la loi retraites à la censure qui a fait tomber le Gouvernement Barnier.

La cacophonie des débats avant le vote des lois budgétaires a témoigné de la débandade du bloc bourgeois et de la dynamique du NFP, largement sous l'impulsion de LFI.

On a ensuite assisté à un jeu de rôles où le RN a endossé une attitude de défense ostentatoire du pouvoir d'achat en mettant relativement au second plan ses obsessions racistes. Les capitulations successives de Barnier ont alors installé le RN comme partenaire privilégié et l'ont valorisé dans un rôle d'opposition banalisée. La coïncidence de dates entre le procès de Marine Le Pen et le blocage institutionnel est l'élément contingent qui peut avoir précipité l'issue. La censure du Gouvernement Barnier a manifesté de façon évidente l'impasse d'un bloc bourgeois minoritaire dans le pays comme à l'Assemblée.

### **La censure de Barnier, c'est la censure de Macron**

C'est le rejet d'une politique antisociale et antidémocratique, en même temps que la démonstration de la faillite d'une Ve République personnifiée comme jamais par Macron. En témoigne le sondage (au résultat probablement sous-estimé) qui trouve 63% des Français souhaitant la démission du président en cas de motion de censure.

### **Un gouvernement de guerre civile**

Le président Macron s'est pourtant entêté à nier le résultat des élections législatives en confiant cette fois les clefs de Matignon à François Bayrou. Un Gouvernement de recyclage pitoyable formé en raclant les fonds de tiroir de la Vème république finissante : Vals, Borne, Darmanin, un agresseur sexuel au ministère de la justice alors que le procès Pélicot vient de se tenir. Quel affront pour les victimes de violences sexistes et sexuelles ! Un Gouvernement absolument réactionnaire : Il est présidé par celui qui voulait abroger la loi Falloux pour augmenter encore le financement de l'enseignement privé en 1993 ; il est truffé d'anti-IVG et anti-LGBT. Surtout, c'est un Gouvernement d'affrontement radical : trois sur les quatre ministres d'État, les premiers dans l'ordre protocolaire et potentiellement vice-premiers ministres, sont d'anciens ministres de l'intérieur. Rien d'étonnant à ce que le décret d'application de la loi scélérate sur l'obligation de travail pour les bénéficiaires du RSA ait été un des premiers méfaits de Bayrou et que l'urgence écologique soit ignorée.

### **Un gouvernement déjà incapable de répondre à la catastrophe à Mayotte**

Mayotte a été terriblement frappée par un cyclone dévastateur. L'ampleur de la dévastation montre à la fois l'avancée des désordres climatiques et l'absence d'adaptation, dans un département français maltraité par la vision néocoloniale portée par l'État. Le département le plus pauvre de France est déjà marqué par l'absence d'une politique de logement et d'urbanisation digne de la 7<sup>ème</sup> puissance mondiale, la faiblesse des services publics, l'incurie de la gestion des infrastructures et des réseaux d'eau potable notamment. Ces facteurs préexistants amplifient la situation de catastrophe naturelle.

Trois semaines après le passage du cyclone, le Gouvernement Macron-Bayrou n'a de toute évidence pas pris la mesure des urgences et des mobilisations de tous les moyens de la République. Si prompt à vouloir mater les révoltes populaires et urbaines, la bourgeoisie au pouvoir est incapable de mobiliser les moyens civils et militaires à la hauteur de la situation que vit Mayotte aujourd'hui. En outre, il n'y a pas d'avenir pensable pour Mayotte en dehors de l'archipel comorien.

L'image d'Elisabeth Borne, ministre de l'Education Nationale, qui tourne le dos à deux enseignants en détresse sans leur répondre ni les saluer est en le triste symbole.

## **B. Quelles voies pour une politique de rupture ?**

Au-delà des processus parlementaires et institutionnels en cours, la seule issue légitime est que le peuple reprenne la main pour imposer sa souveraineté. Dans le contexte actuel, cela implique une nouvelle élection présidentielle.

Face à cet enjeu décisif, la pression a été maximale pour édulcorer ou ralentir. Au concours Lépine des montages parlementaires pour repousser l'échéance, on a vu le « Gouvernement technique » mais surtout « l'accord de non-censure ». En témoigne aussi le jeu ambigu des partis de la gauche traditionnelle lors de la constitution du nouveau Gouvernement. LFI a joué un rôle décisif pour exposer clairement les enjeux d'une compromission. La victoire relative du NFP aux élections législatives de juillet 2024, est très largement due à la forte mobilisation, sur le terrain, des militantes et militants du mouvement social (syndicats, associations), bien au-delà de celles et ceux des organisations constitutives du NFP. La structuration, par la base, de comités locaux du NFP ouverts à toutes et tous est un enjeu auquel le Parti de Gauche doit apporter tout son soutien.

La censure de Barnier a montré combien l'unité du NFP était un acquis précieux. L'unité de la gauche est une aspiration populaire et une nécessité politique. La NUPES, puis le NFP, ont replacé la gauche traditionnelle dans le rôle d'offre politique d'alternance et d'alternative. Mais leur imbrication dans le système de domination peut fragiliser une démarche unitaire pour une dynamique de rupture [4]. Membre constitutif du NFP et de son programme de rupture, le Parti Socialiste rentre dorénavant dans des négociations visant à diluer et à renoncer aux engagements pris en commun. Le PS avait de fait rompu avec le Hollandisme ; il ne faudrait pas qu'il recycle ce triste bilan et serve de béquille au Macronisme. Le refus de censurer le Gouvernement Bayrou est un très mauvais signe. L'alternative face à Macron est basée sur la cohérence du programme et l'unité des organisations du NFP. Il ne faut pas décevoir.

Dans la prochaine période, l'alternative se situera entre un affaïssement du NFP avec les effets démoralisateurs afférents et une recombinaison authentique de courants larges autour du programme de l'Avenir En Commun. La question de l'activité du mouvement social et de ses exigences seront des éléments importants pour la recombinaison et l'alternative politique.

Un point de vigilance particulier concerne notre combat pour la VI<sup>e</sup> République. À l'heure de la contestation générale de Macron, l'aspiration à sortir des institutions antidémocratiques de la Ve République peut être dévoyée. L'incapacité de ses institutions à donner une issue positive à la situation politique actuelle devient une évidence largement partagée. Le jusqu'au-boutisme en politique intérieure et les fougades en politique internationale de Macron ont contribué à faire avancer l'idée de la nécessité de rompre avec les pouvoirs exorbitants donnés à une seule personne et donc d'instituer une VI<sup>e</sup> République. C'est pour nous une victoire idéologique. Cependant, la perspective d'une Constituante ne doit pas devenir un paravent au refus d'agir résolument dès maintenant. Le rôle du Parti de Gauche est de porter une articulation opérationnelle entre les actions correspondant à différentes temporalités : batailles sur les radicalités concrètes à l'exemple du hold-up sur les services publics et collectivités, censure du Gouvernement, destitution de Macron, prise du pouvoir par les urnes, convocation d'une Constituante et batailles à venir sur le contenu d'une nouvelle constitution.

Le Parti de Gauche est pleinement engagé dans l'ensemble des mobilisations politiques, culturelles, sociales, féministes, anti-discriminations, antiracistes, écologiques et anticoloniales, aux côtés de la France insoumise et des partenaires disponibles du NFP. L'activité de la lutte de classes et les mobilisations citoyennes seront déterminantes pour créer un rapport de force au niveau national. Face au fatalisme, le recul de Macron sur le Mercosur comme la première victoire contre les mega-bassines montrent que des combats victorieux sont possibles. Nous devons être particulièrement vigilant·es sur les marqueurs essentiels d'une ligne de rupture : antiracisme, quartiers populaires, violence policière, Kanaky, paix, non-alignement, justice sociale, santé pour tous, services publics accessibles, éducation de qualité.

### **C. La campagne Hold-Up / Rendez-nous l'argent**

A côté du combat au niveau institutionnel qui pose la question du pouvoir, la lutte pour la défense des services publics et de l'égalité territoriale n'est pas moins centrale. Dans tous les secteurs, écoles, hôpitaux, administrations..., le point de rupture est dépassé. Une composante majeure de ce désastre est le hold-up de 250 milliards opéré depuis 2012 sur les collectivités territoriales (l'équivalent de 10% d'un PIB annuel), que nous avons présenté au dernier CN. Ce travail d'analyse considérable

qu'a effectué le Parti de Gauche permet d'aller au-delà des questions budgétaires de 2025 et de chiffrer correctement l'ampleur des déficits à compenser.

Le Parti de Gauche a initié une grande campagne "Rendez-nous l'argent pour nos services publics" avec des milliers de 4 pages explicatives, d'autocollants et d'affiches, en direction des citoyen·nes mais aussi de l'ensemble des acteurs politiques.

Nous sommes intervenus dans des réunions publiques à l'initiative du Parti de Gauche et dans des rassemblements syndicaux et citoyens pour informer et populariser cette campagne « Hold-up / Rendez-nous l'argent » mais aussi en direction des élu·es en colère et lors du congrès des maires à Paris du 19 au 22 novembre, en touchant directement des centaines d'élu·es et en rencontrant un grand écho avec notre argumentaire.

La déclinaison de cette campagne au niveau des communes sera un outil essentiel pour préparer les élections municipales de 2026, en unifiant le peuple à partir des besoins sociaux, des attentes écologiques et du contrôle populaire sur les élu·es pour définir les politiques répondant aux besoins.

### **III. Eléments de réflexion**

#### **A. Sur les enjeux constitutionnels**

Nous devons nous préparer à des temporalités différenciées pour les ruptures successives que nous pouvons opérer dans un rapport de forces fluctuant. L'expérience chilienne montre qu'un certain maximalisme dans l'écriture d'une nouvelle constitution, pour satisfaisant qu'il soit intellectuellement, n'est pas efficace en termes de mise en œuvre. Le rapport de forces idéologique aujourd'hui ne permet certainement pas l'adoption immédiate d'une constitution écosocialiste, pourtant nécessaire dans des délais relativement brefs si nous voulons faire face au bouleversement climatique, à l'effondrement de la biodiversité, au délitement de la démocratie et à l'explosion des inégalités.

Nous devons donc penser et préparer le passage à une République écosocialiste de manière dynamique : quelles premières ruptures pouvons-nous obtenir à court terme ? Quelles possibilités ces ruptures donneraient-elles à un Gouvernement de Front populaire pour remobiliser, reconquérir des soutiens populaires encore plus larges, enclencher une dynamique de révolution citoyenne ?

Comment fortifier une République laïque sous pression constante des lobbys religieux et mercantiles ? Comment préparer les conditions d'une délibération populaire éclairée et rationnelle ?

Comment faire pour qu'une telle dynamique permette de passer au plus vite d'une VI<sup>e</sup> République de transition à une authentique République écosocialiste ?

Le Parti de Gauche sera une fois encore l'initiateur et le déclencheur d'une réflexion pertinente sur cette question fondamentale.

## **B. COP 29 / négociations de Busan : bas les masques !**

La 29<sup>e</sup> conférence des Parties sur les changements climatiques (COP29) qui s'est tenue une nouvelle fois dans un pays pétrolier et autocratique, l'Azerbaïdjan, a marqué un recul, avec l'abandon du consensus sur la nécessité de sortir des énergies fossiles et avec un financement largement insuffisant de l'atténuation et de l'adaptation pour les pays dits du Sud global. Les négociations pour un traité international sur le plastique, à Busan, en Corée du Sud, ont échoué.

Les causes de ces échecs sont plus claires que jamais : certes, la résistance des pays producteurs de pétrole à un changement d'organisation économique qui saperait les bases de leur richesse, mais aussi et surtout la résistance de plus en plus ouverte des multinationales de l'énergie basées dans le dit Nord global, et le refus de ces mêmes pays d'honorer leur dette climatique. L'immixtion des intérêts privés dans les processus onusiens est en cause, certes. Mais nous devons faire de ces échecs des outils pédagogiques quant à l'incompatibilité du capitalisme avec les réponses aux périls qui menacent le monde vivant. En effet, la dette climatique du Nord global est le produit de l'impérialisme et du colonialisme, nécessaires à la survie du capitalisme, et c'est bien la recherche exclusive du profit financier qui cimenterait le front du refus face aux mesures préconisées par les scientifiques pour lutter contre les dérèglements climatiques. Nous devons donc revendiquer une action déterminée de la France, d'abord pour assumer sa part, ensuite par une diplomatie offensive fondée sur de nouvelles alliances.

\* Ordre basé sur des règles

[1] Boeing : grève la plus coûteuse aux Etats-Unis depuis 25 ans. Dockers : première grève de masse depuis 1977

[2]<https://www.latribune.fr/economie/france/le-giga-plan-de-subventions-america-in-menace-10-milliards-d-euros-d-investissements-et-10-000-emplois-en-france-941326.html>

[3]<https://www.worldgovernmentbonds.com/spread/france-10-years-vs-germany-10-years/#title-historical>

[4] Citation du congrès légèrement remaniée pour une meilleure lisibilité « Les appareils politiques de la gauche traditionnelle trop intégrés dans le système de domination sont un problème pour adopter une politique unitaire et une dynamique de rupture. »